

LA LETTRE DU CEPII

CENTRE D'ÉTUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES

■ Russie : le « poids de l'Histoire » contre la « sagesse des nations »

Le résultat des récentes élections en Russie, qui manifeste à la fois une forte opposition à la politique de stabilisation et de réforme du gouvernement, et la nostalgie de l'empire disparu, remet en question la poursuite des réformes entreprises. Il invite à revisiter l'histoire russe pour mettre en lumière les traits permanents de systèmes économiques et politiques de longue date asservis à un impératif de puissance, et à faire retour sur le précédent épisode de développement du capitalisme et d'ouverture internationale : la réforme entreprise au milieu du XIX^{ème} siècle par Alexandre II. Georges Sokoloff, qui vient de publier une histoire de la Russie depuis 1815, retrace ici les mouvements de fond des deux derniers siècles et souligne la contradiction permanente entre la reproduction du « système » russe et la recherche de la normalité.

■ Une super puissance sous-développée

La Russie s'est lancée dans une politique expansionniste dans la seconde moitié du XV^{ème} siècle. Depuis, et jusqu'au récent effondrement de l'empire soviétique, elle a souvent irrité ses observateurs, nationaux comme étrangers, par sa « prétention ». En effet, la puissance croissante qu'elle affichait vis-à-vis de son environnement mondial ne s'accordait guère avec ce qu'on savait de son retard technique, économique et social. Cette anomalie russe apparaît plus frappante encore à la lumière des théories de l'impérialisme. De Rudolf Hilferding à Paul Kennedy, n'ont-elles pas soutenu que les empires se bâtissent en projetant vers l'extérieur leur prospérité intérieure, puis en protégeant militairement leurs conquêtes ? Au lieu de cela, les tsars (puis les Secrétaires) ont plutôt agi à la manière des khans mongols, qui lançaient leurs hordes loin en avant et laissaient l'intendance « suivre ».

Ce comportement, paradoxal à l'époque moderne, ne peut guère s'expliquer que d'une façon : le Kremlin a su de longue date soumettre ses sujets à une exploitation rigoureuse. De l'asservissement tsariste à l'enrégimentement socialiste, les formes prises par cette exploitation ont changé au fil du temps. Mais son objectif est resté constant : allouer les ressources de façon telle que les produits destinés à la politique de puissance soient fabriqués (ou importés) par priorité, la population devant se contenter des restes du Produit national pour subsister.

Pour que l'exploitation pût durer, il fallait naturellement que la société ne fût pas en état de contester ses rigueurs. D'où l'acharnement du pouvoir à maintenir l'autocratie, la taille considérable de la police politique et l'étendue de ses attributions : d'où également, la large place faite à l'idéologie d'Etat : d'abord à l'orthodoxie officielle, pour prêcher la résignation ; ensuite au socialisme scientifique, pour exiger que l'on se sacrifie au collectif et aux générations futures. La seule source de protestation que le Kremlin n'a jamais réussi à faire complètement taire (malgré la censure, les internements psychiatriques, la Sibérie et l'exil) est l'intelligentsia. Dans son rôle discordant, elle n'en a pas moins fait partie intégrante du "système" russe et

soviétique. La cohérence interne de ce système et sa relation logique avec l'impérialisme propre au Kremlin aident à mieux comprendre pourquoi on a pu si souvent parler d'une Russie éternelle.

Ainsi faite, celle-ci a englouti sans difficulté les immensités vides de la Sibérie ; imposé des Traités inégaux à une Chine déliquescence ; soumis, dans le Caucase et en Asie centrale, des peuples qui n'avaient pas acquis assez vite la technique de l'arme à feu ; plus tard, fait tomber dans son escarcelle les pays du Tiers monde dont les dirigeants étaient prêts à croire que seuls le marxisme-léninisme et l'aide soviétique pourraient sauver les «nations prolétaires». Bien sûr, en s'enfonçant ainsi dans des zones de moindre résistance, l'Empire moscovite s'est heurté sur place à des ambitions rivales. Néanmoins, ses victoires restaient sans grand péril. Et de ce fait même, les observateurs pondérés de la Russie se sont souvent demandé comment elle réagirait au choc d'adversaires plus rudes.

■ Défi extérieur et réformes

Une réponse, demeurée célèbre, à cette question est donnée un peu après le milieu du XIX^{ème} siècle, à l'occasion de la défaite subie en Crimée par l'armée russe face au corps expéditionnaire franco-anglais. Ce défi démontre l'infériorité technologique et économique de l'Empire ; le servage qu'on ressentait déjà comme immoral révèle toute son inefficacité ; et cela pousse le nouveau tsar, Alexandre II, à initier une vaste politique de réformes qui durera, avec des hauts et des bas, jusqu'à la Grande Guerre.

Ce bon demi-siècle forme à l'évidence bien plus qu'une pause dans la permanence russe : une faille entière, faisant découvrir un pays inattendu. Les novations évoquées par le comte Witte, ministre des Finances, donnent à la Russie, jusque là faite d'une mosaïque de microcosmes autarciques, une véritable économie de marché (encadré). L'industrialisation fait irruption dans le pays, y faisant naître des pôles de développement dont on trouve encore l'empreinte sur la carte économique de cette région du monde. Pour que ces progrès industriels acquièrent puis conservent leur allure, une véritable lignée de ministres des Finances russes, instruits et puissants, n'ont pas ménagé leurs peines. Dominant le lot - la personnalité brillante de Sergueï Ioulievitch Witte. Celui-ci construit et applique imperturbablement son «système», d'inspiration listienne, qui consiste à fermer les frontières aux produits de l'étranger tout en les ouvrant largement à ses capitaux. Une façon plutôt rude de protéger et de stimuler les industries russes, mais que les Occidentaux acceptent fort bien : grâce à la réforme monétaire mise en place entre 1897 et 1899, Witte a assuré au rouble une parfaite convertibilité en or.

Cette ère des réformes n'empêche pas la Russie de retomber parfois dans ses habitudes pernicieuses. Ainsi, en 1877-1878, Saint-Petersbourg entreprend contre la Turquie une guerre coûteuse pour tenter - mais vainement - de placer les Balkans sous influence russe. L'assassinat d'Alexandre II, en mars 1881, ouvre la voie à des velléités réactionnaires. La guerre déclenchée contre le Japon en 1904-1905 pour offrir un dérivatif patriotique à une société alors très tendue et pour assurer la percée russe en Extrême-Orient, tourne en réalité à la défaite et à la révolution. Malgré ces rechutes, cependant, l'époque est surtout riche d'efforts, souvent couronnés de succès, pour arracher la Russie à son impérialisme indigent. Il se produit incontestablement une inversion entre les dimensions stratégique et économique de la conduite du pays. L'expansion économique se met à passer avant l'expansion territoriale. Et comme pour témoigner du renversement que cela introduit dans tout le «système russe», les institutions évoluent. Surviennent ainsi une vigoureuse décentralisation administrative, la démocratisation de l'enseignement, la mise en place d'une vraie justice et toute une remise à jour du service militaire. Puis,

l'adoption de lois sociales. Et pour finir (encore sous l'impulsion de Witte) l'instauration d'une monarchie désormais constitutionnelle.

Début du rapport sur la politique industrielle et commerciale de l'Empire
présenté en mars 1899 par le ministre des Finances Witte

«Les mesures prises par le gouvernement pour agir sur le développement de l'industrie et du commerce ont actuellement bien plus d'importance pour la Russie qu'elles n'en ont jamais eu auparavant. En effet, toute la structure économique de l'Empire s'est transformée durant la seconde moitié de notre siècle, principalement en ce sens que le marché et ses prix portent en eux l'intérêt général des diverses entreprises privées formant aujourd'hui notre économie. L'achat et la vente de diverses marchandises, ainsi que le louage de travail ont désormais pénétré nos moeurs économiques de façon bien plus profonde qu'au temps du servage, lorsque le propriétaire terrien représentait avec son village un petit monde économique fermé, vivant d'une vie autonome et ne dépendant presque pas du marché. La division du travail, la spécialisation des activités, l'animation des échanges de produits au sein d'une population qui s'est répartie entre villes, campagnes, régions industrielles et minières ; la complexité croissante des besoins de la population - tous ces processus qui se sont vivement déployés dans notre pays sous l'influence de l'abolition du servage, de la construction d'un réseau de voies ferrées, de l'extension du crédit et d'une croissance sans précédent des rapports commerciaux par delà nos frontières ont créé la situation suivante : désormais, une vie économique commune et unie s'est emparée de tous les organes comme de toutes les fonctions de l'économie nationale ; et chacune de ses parcelles est devenue plus sensible, plus réceptive à la vie économique de tout l'État. Les modifications survenant dans les conditions d'activité de telle ou telle production, de telle ou telle branche du commerce, du crédit, des communications se transmettent, par des voies souvent secrètes, à travers le réseau, compliqué à l'extrême, des relations économiques modernes et influent sur le sort de bon nombre de cellules économiques.

Grâce à cette transformation survenue dans les intérêts économiques du pays, chaque mesure, grande ou petite, prise par le gouvernement influe sur la vie de tout l'organisme économique national (...). Pour cette raison, le ministre des Finances ne peut pas ne pas considérer que le pays, en fin de compte toujours éduqué par la politique industrielle et commerciale de son gouvernement, nécessite avant tout que cette politique soit conduite suivant un plan déterminé, avec un rigoureux esprit de suite et de système. Autrement, les secousses que l'organisme économique reçoit à la suite d'une réorientation de la politique ne seront jamais compensées, dans leurs conséquences néfastes et douloureuses, par l'effet bénéfique d'une mesure isolée allant à contresens de la nouvelle orientation».

■ **Révolution, restauration et nouvelles réformes**

Comme chacun le sait, les réformes de la fin du tsarisme absolu n'ont jamais eu les prolongements heureux qu'on pouvait en attendre. Apparu à la faveur de la Première guerre mondiale, conforté par la Seconde, le régime soviétique n'a guère utilisé la révolution qui l'a porté au pouvoir pour dépasser le réformisme. Il a plutôt favorisé une restauration du système impérial. Avec lui, l'autocratie a certes dû se trouver une nouvelle légitimation. Mais la plupart des institutions répressives de l'Ancien régime ont revu le jour sous un autre nom (Staline a même pratiqué un terrorisme bien plus barbare que celui jamais pratiqué par tel ou tel tsar). Et comme autrefois, le régime politique a été mis au service d'une expansion internationale n'ayant apparemment pas les moyens de ses ambitions, mais les trouvant quand même dans l'exploitation (nouvelle manière) des hommes.

Ce néo-impérialisme a même été fidèle à son ancêtre tsariste jusque dans la mort. Comme lui, il n'a pas survécu au «défi extérieur» cette fois constitué par l'évidente

supériorité technologique et économique des Américains dans la course aux armements. Pour un ensemble de raisons ressemblant de très près à celles qui avaient prévalu dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle - constat d'inefficacité économique, crise de conscience morale, avènement d'un nouveau dirigeant -, des réformes ont été entreprises.

Au moins dans l'intention, ces réformes sont suffisamment anciennes pour qu'on ait pu les considérer comme irréversibles. Avec toute la prudence que mérite ce genre de datation, on peut faire remonter à dix ans l'origine du grand chambardement dont Moscou a été l'épicentre. C'est en 1983 notamment que Tatiana Zaslavskaïa, mettant à profit le court passage de Iouri Andropov à la tête de l'URSS, a pu prononcer un réquisitoire officieux mais impitoyable contre l'économie administrée. Aux yeux de cette analyste, particulièrement intelligente, de la société de son pays, les Soviétiques avaient perdu leur «qualité sociale» car ils se trouvaient profondément aliénés. Et s'il en était ainsi, c'était à cause d'un système de «commandement administratif» jouant en URSS le sombre rôle que Marx avait donné au Capital dans l'Europe de son temps. Constantin Tchernenko n'a eu ni la force ni le temps de souffler la flamme réformiste allumée par Zaslavskaïa. Quant à Mikhaïl Gorbatchev, il en a fait le flambeau de la Perestroïka, jusqu'à ce que la torche lui échappe des mains et mette le feu à tout le pays.

Dix ans, c'est évidemment beaucoup au milieu d'une actualité mondiale excessivement remuante. Mais c'est peu au regard de l'Histoire, notamment celle de la Russie. Bien plus souvent, c'est le siècle, voire le demi-millénaire. En outre, on ne peut préjuger de la solidité des réformes actuelles sans évoquer leur qualité. Les réformes de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle avaient été en général bien conçues, ce qui expliquent peut-être qu'elles aient pu durer malgré les obstacles qui se sont dressés sur leur route. Malheureusement, on ne peut en dire autant des réformes récentes. La glissade «en douceur» vers la démocratie et le marché tentée par Gorbatchev a échoué par manque d'audace. Le passage en force essayé par Eltsine a également échoué, par négligence des réalités socio-culturelles héritées de l'URSS.

Chacun des deux leaders réformistes a vu se dresser sur son chemin - l'un en août 1991, l'autre en décembre 1993 - des forces social-patriotes puis ultranationalistes témoignant de ce que les nostalgies impérialistes ont la vie dure. On pourrait simplement en conclure que la Russie hésite encore entre «le poids de l'Histoire» et «la sagesse des nations». On peut commencer à se demander aussi si elle n'est pas confrontée à une hésitation bien plus kafkaïenne : celle consistant à choisir entre des réformes impraticables et un retour impossible à la perpétuation de l'Empire.

Georges Sokoloff



Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard
75015 Paris
Tél. (1) 48.42.64.64
Télécopie : (1) 48.42.59.12

Rédacteur en chef :
Jean Pisani-Ferry.

Réalisation :
Annick Hutteau.

Diffusion :
La Documentation Française.

Abonnement (11 numéros)
France : 275 F.
Europe : 330 F.
Hors-Europe : 370 F.
(envoi par avion).

Commande adressée à :
La Documentation Française
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers-Cedex.

Directeur de la publication :
Jean Pisani-Ferry.

ISSN 0243-1947

CPPP numéro 1462 AD
4ème trimestre 1993
Décembre 1993

imp. SNLIR - IVRY
Imprimé en France

VIENT DE PARAÎTRE

LA PUISSANCE PAUVRE UNE HISTOIRE DE LA RUSSIE DE 1815 A NOS JOURS

par **Georges Sokoloff**
Paris : Fayard, 1993, 937p., 220 frs

Cette lettre est publiée sous la responsabilité de la direction du CEPII. Les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.